

*Observatoire international sur le racisme
et les discriminations
(CRIEC)*

Veille de l'Observatoire

Numéro XIV (avril 2005)

La veille de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, para-gouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes (questions d'intersectorialité).

L'information est présentée selon le niveau d'intervention. S'il y a lieu, les réactions des ONG sont placées à la suite des informations relatives aux milieux gouvernementaux. Autrement, elles font l'objet d'une rubrique séparée.

Pour recevoir la Veille de l'Observatoire par courriel, SVP en faire la demande en communiquant avec field.ann-marie@uqam.ca

DANS CE NUMÉRO:

1. Table ronde Canada-Autochtones: un an après
2. Le vingtième anniversaire de l'article 15 de la Charte des droits et libertés
3. Le kirpan en milieu scolaire
4. Initiatives pour stimuler les activités économiques des Première nations
5. Analyse des services liés au droit de l'immigration et de la protection des réfugiées au Canada
6. Immigration Illégale et Trafic Humain au Canada
7. Travailleurs agricoles saisonniers: discrimination et harcèlement
8. Femmes immigrantes et égalité des sexes
9. La Commission des droits de l'homme des Nations Unies: 61^e session de travail
10. Droits humains dans les Amériques
11. Mesures antiterroristes: impact sur des groupes ciblés
12. Le Canada et la torture
13. Le rôle des organismes communautaires et l'intégration des réfugiés et immigrants
14. Plate-forme internationale des ONG pour la Convention sur les travailleurs migrants (IPMWC).
15. Les défenseurs des droits de l'Homme: risques accrus

GOVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARA-GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

À OTTAWA...

1. Table ronde Canada-Autochtones: un an après

Le 18 avril 2005, le **gouvernement du Canada** a rendu disponible les résultats et recommandations issus des rapports et des séances de suivi sectoriel (apprentissage continu, santé, logement, possibilité économique, responsabilisation axée sur les résultats, environnement) de la Table ronde Canada-Autochtones. Ce rapport récapitulatif (http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/ffr/index_f.html) pourrait contribuer à orienter l'évolution de la politique canadienne sur les affaires autochtones et éclairer les discussions entre les gouvernements et dirigeants autochtones, notamment lors de la rencontre des premiers ministres avec les dirigeants autochtones qui doit se tenir à l'automne 2005.

On peut accéder à tous les rapports produits depuis le début de cette initiative, en avril 2004, à l'adresse suivante : http://www.aboriginalroundtable.ca/index_f.html

L'Assemblée des Premières Nations (APN) a aussi rédigé un rapport sommaire visant à résumer la participation des Premières Nations à la Table ronde Canada-Autochtones. C'est en fait une déclaration de l'APN sur «les mesures à prendre pour traiter la multitude de questions et de problèmes auxquels sont confrontés les citoyens et les communautés des Premières Nations». Voir: <http://www.afn.ca/cmslib/general/Roundtable%20Report-March%202005-FR.pdf>

2. Le vingtième anniversaire de l'article 15 de la Charte des droits et libertés

Le 17 avril 1985, l'**article 15 de la Charte**, dont les dispositions visent l'égalité, est entré en vigueur. Au cours de ces vingt ans, «l'article 15 de la Charte est devenu une expression fondamentale de l'engagement du Canada envers une société où la protection et la promotion de l'égalité sont essentielles à la poursuite de la justice». Un site web, *Égalité: au cœur d'une société juste*, souligne cet anniversaire et offre un historique des droits à l'égalité, un survol représentatif des causes visant les droits à l'égalité qui ont une importance à la fois juridique et sociétale, un guide d'étude et même un test! Voir: <http://www.justice.gc.ca/fr/s15/home.html>

3. Le kirpan en milieu scolaire

Le 14 avril dernier, la **Commission canadienne des droits de la personne** a rendu public le Mémoire qu'elle a présenté en mars 2005 à la Cour Suprême du Canada sur l'interdiction du kirpan. La question est de savoir si une politique interdisant le kirpan à l'école satisfait aux exigences des lois sur les droits de la personne. Le Mémoire souligne la nécessité pour la Commission scolaire de prendre en considération toutes les possibilités d'accommodement avant d'interdire le kirpan.

Voir: <http://canada.justice.gc.ca/fr/ps/rs/rep/2003/rr03lars-18/lars18.pdf>

4. Initiatives pour stimuler les activités économiques des Première nations

Le **gouvernement du Canada** a signé une entente visant à mieux intégrer les entreprises autochtones dans la chaîne d'approvisionnement des sociétés canadiennes, dans le cadre d'un nouveau partenariat avec le Conseil canadien des fournisseurs autochtones et des minorités. Un document d'information sur cette initiative de participation des Autochtones au marché du travail est disponible, voir: http://www.ainc-inac.gc.ca/nr/prs/j-a2005/02622bk_f.html

De plus, la *Loi sur la gestion financière et statistique des Premières nations* a reçu la sanction royale à la fin du mois de mars 2005. Cette loi a pour but «de procurer aux Premières nations les outils pratiques dont disposent les autres gouvernements pour exercer une gestion financière moderne. Cette loi est un engagement qui découle de la Table ronde Canada-Autochtones. Elle représente une des mesures pour aider les Premières nations qui y participent à stimuler leur propre économie. Voir: http://www.ainc-inac.gc.ca/nr/prs/j-a2005/2-02614_f.html

5. Analyse des services liés au droit de l'immigration et de la protection des réfugiés au Canada
Social Planning and Research of B.C. a préparé pour le **ministère de la Justice (Canada)**, un profil descriptif des services juridiques offerts aux réfugiés et aux immigrants dans chaque province canadienne. Ce rapport fait aussi état des préoccupations des représentants des régimes d'aide juridique et des représentants d'organismes communautaires offrant des services aux réfugiés et immigrants, face au système actuel. Cette analyse est disponible en ligne depuis le 22 avril 2005. Voir: <http://canada.justice.gc.ca/fr/ps/rs/rep/2003/rr03lars-18/lars18.pdf>

6. Immigration Illégale et Trafic Humain au Canada

Une étude récente de la **GRC** et de **Citoyenneté et Immigration Canada** a révélé que le Canada est devenu une destination de choix pour le trafic de personnes. *Illegal Migrant Smuggling to Canada* présente les résultats d'un projet de recherche visant à mieux comprendre ce phénomène et à faire des recommandations pour faire face à cette situation. Voir: <http://www.intl-news.com/modules.php?name=AvantGo&file=print&sid=1925>

À QUÉBEC...

7. Travailleurs agricoles saisonniers: discrimination et harcèlement

Dans un jugement rendu le 14 avril 2005, le **Tribunal de la Commission des droits de la personne** a conclu qu'il y avait eu discrimination et harcèlement à l'endroit de travailleurs saisonniers d'origine haïtienne. En plus d'attribuer des dommages et intérêts aux travailleurs lésés, le Tribunal a ordonné que des mesures soient prises afin de corriger cette situation qui perdurait depuis plusieurs années. Voir le jugement: <http://www.canlii.org/qc/jug/qctdp/2005/2005qctdp10005.html>

8. Femmes immigrantes et égalité des sexes

Le **Conseil des relations interculturelles** a présenté un mémoire à la Commission des affaires sociales afin d'attirer l'attention des parlementaires sur la situation particulière des femmes immigrantes dans l'application d'un nouveau contrat social pour l'égalité entre les sexes. *L'approche intégrée pour l'égalité: quelle place pour les femmes immigrantes?* se penche sur l'approche intégrée pour l'égalité telle que proposée par le Conseil du statut de la femme. Il fait ressortir des préoccupations à l'égard des femmes immigrantes et fait des recommandations. Voir: http://www.conseilinterculturel.gouv.qc.ca/pdf/2005/07_02_05/M_24_Memoire_approche_int.d
[oc](#)

DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES...

9. La Commission des droits de l'homme des Nations Unies: 61^e session de travail

Le 22 avril 2005, la **Commission des droits de l'homme** a terminé les travaux de la soixante et unième session qui ont débuté le 14 mars dernier. La Commission a créé trois nouveaux mandats thématiques: les questions relatives aux minorités, les sociétés transnationales et les questions de droits de l'homme, et la solidarité nationale. De plus, elle a nommé un rapporteur spécial sur la protection des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste

Voir :

(<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/8EA79127E7119F85C1256FEE002B51A7?opendocument> et

<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/4608A603496B6F95C1256FEA005175F4?opendocument>).

La **Commission des droits de l'homme** a entamé son débat sur les questions autochtones en se penchant sur le rapport du **Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales des populations autochtones**. Ce rapport insiste sur l'exercice du droit à l'éducation pour mettre fin à l'exclusion des autochtones. Le Canada est directement concerné par ce rapport, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, M. Rodolfo Stavenhagen y ayant effectué une mission. La Commission a aussi examiné le rapport du **Groupe de travail chargé à l'élaboration d'un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones**. Malgré l'absence de consensus, le Groupe de travail a réussi à faire avancer ce projet et demande à la Commission de poursuivre ses travaux

(<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/1129212681790C55C1256FE9002ADDF1?opendocument>).

De plus, le **Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies** a présenté son projet de réforme du système des droits de l'homme de l'ONU

(<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/8AD2738466374993C1256FDC0056CA92?opendocument>

La Commission a aussi adopté les *Principes fondamentaux et directives concernant le droit au recours et à réparation des victimes de violation*

(<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/1129212681790C55C1256FE9002ADDF1?opendocument>).

Le **Comité de la protection des droits de tous les travailleurs migrants et membres de leur famille** a noté l'importance de mettre en œuvre une approche des questions de migration fondée sur les droits de l'homme. Son prochain débat sera sur le thème «La protection des droits des travailleurs migrants en tant qu'outil au développement»

(<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/683EF426B6765F30C1256FE200319632?opendocument>).

Un sommaire de la 61^e session est disponible sur le site de la Commission des droits de l'homme. Voir: http://www.aidh.org/ONU_GE/Commission/61/Somm_61.htm

Finalement, le 22 avril 2005, **Amnistie internationale** a rendu publique sa propre synthèse des points abordés lors de la 61^e session de la Commission des droits de l'homme de Nations unies. Voir: <http://www.amnistie.qc.ca/nouvelles/nouvelles.cfm?record=3623>

10. Droits humains dans les Amériques

La **Commission interaméricaine des droits de l'homme** a présenté son rapport annuel le 15 avril 2005. Le rapport note les efforts continus pour contrer les abus de droits humains, tels que la création d'une commission Vérité au Paraguay, le procès contre Pinochet au Chili, plusieurs cas devant les tribunaux de la Commission pour de sérieuses violations des droits humains au Guatemala et au Pérou, etc. Le Rapport se penche aussi sur les travaux des rapporteurs spéciaux sur les droits des femmes, des autochtones, des enfants, les afro-descendants, les travailleurs migrants et les questions du racisme. Voir:

<http://www.cidh.org/annualrep/2004eng/toc.htm>

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

LOCALES

11. Mesures antiterroristes: impact sur des groupes ciblés

La **Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC)**, une coalition regroupant plus de 34 organisations de la société civile canadienne, a présenté un *mémoire dans le cadre de l'examen de la Loi antiterroriste*. La Coalition a présenté ses préoccupations «quant aux répercussions des lois et autres mesures antiterroristes sur les libertés civiles, les droits de la personne, la protection des réfugiés, le racisme, la dissidence politique et la gouvernance.» Une section du mémoire est consacrée au racisme et au profilage racial et une autre sur les politiques relatives aux réfugiés. Voir:

<http://www.web.net/~ccr/M%E9moireCSILCavril05.pdf>

Du côté des États-Unis, la **American Civil Liberties Union (ACLU)** s'inquiète aussi des mesures antiterroristes. Cet organisme a comparu devant le comité du Sénat qui est mandaté pour apporter des changements au *Patriot Act* de 2001 afin de permettre la protection contre le terrorisme tout en protégeant les droits de la personne. (Voir:

<http://www.aclu.org/news/NewsPrint.cfm?ID=18059&c=206>). La ACLU a souligné le ciblage

de citoyens américains musulmans par le département de *Homeland Security*. (Voir:

<http://www.aclu.org/SafeandFree/SafeandFree.cfm?ID=18070&c=206>).

12. Le Canada et la torture

Le 2 avril 2005, la **Ligue des droits et libertés** a présenté un mémoire au **Comité contre la torture des Nations Unies** lors de sa trente-quatrième session examinant les quatrième et cinquième rapports périodiques du Canada. Relatant d'abord le contexte dans lequel la torture peut être discutée au Canada, la Ligue a fait quatorze recommandations visant surtout les abus de pouvoir par les services policiers et les organismes de surveillances ainsi que les abus envers les personnes souffrant de problèmes de santé mentale. Voir:

http://www.liguedesdroits.ca/documents/surveillance/rapport_torture.pdf

Human Rights Watch, dans un rapport rendu public le 15 avril 2005, se penche sur l'application de la *Convention internationale contre la torture*. *Still at Risk: Diplomatic Assurances No Safeguard Against Torture* compte un chapitre ciblant particulièrement le rôle du Canada et son utilisation de la procédure légale pour des fins de déportation. Voir:

<http://hrw.org/reports/2005/eca0405/>

13. Le rôle des organismes communautaires et l'intégration des réfugiés et immigrants

La **Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)** a célébré son 25^e anniversaire. À cette occasion, *Le Jumelé*, le bulletin du TCRI, se penche sur le rôle des organismes communautaires auprès des réfugiés et des immigrants en matière d'éducation, d'intégration au marché du travail. Il offre aussi une réflexion sur les corrélations entre le racisme et les phénomènes migratoires. Voir: <http://www.tcric.qc.ca/LeJumele/P05.html#Diversite>

INTERNATIONALES

14. Plate-forme internationale des ONG pour la Convention sur les travailleurs migrants (IPMWC).

Une **coalition** regroupant plusieurs ONG, dont Amnesty International, Anti-Slavery International, la Fédération Internationale des Liges des Droits de l'Homme, l'International Movement Against All Forms of Discrimination and Racism, Migrants Rights International, l'Organisation mondiale contre la torture, etc. ont mis en place la Plate-forme internationale des ONG pour la Convention sur les travailleurs migrants afin de faciliter la promotion et la mise en œuvre de la Convention. La Plate-forme propose une marche à suivre afin d'assurer le respect de la Convention. Voir:

<http://www.december18.net/web/general/page.php?pageID=533&menuID=36&lang=FR#two>

15. Les défenseurs des droits de l'Homme: risques accrus

L'**Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme** a publié, le 14 avril 2005, son rapport annuel. *Les Défenseurs des droits de l'Homme en première ligne* présente «les cas de 1154 défenseurs des droits de l'Homme et de près de 200 organisations de défense des droits de l'Homme (ONG, institutions, syndicats) visés par des actes de répression ... en raison de leur combat en faveur des droits de l'Homme et de la démocratie». Le nombre de cas traités par l'Observatoire dans son rapport 2004 est le double de ceux traités en 2003, ce qui signale une importante détérioration de la situation des défenseurs des droits de l'Homme. Voir: <http://www.fidh.org/IMG/pdf/rapexedef.pdf>

Cette veille a été compilée par Ann-Marie Field (agente de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) avec la collaboration de Jean-Claude Icart (Coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations).

Pour des renseignements ou commentaires, communiquez avec Ann-Marie Field.
field.ann-marie@uqam.ca ou (514) 987-3000 poste 3318#